

BRÈVES SECTORIELLES

Asie du Sud

Une publication du SER de New Delhi
N°2024-16 du 12 novembre 2024

En bref

Énergie

1. L'Inde a accueilli la septième assemblée de l'Alliance solaire internationale, au cours de laquelle l'Inde et la France ont été réélues à la Présidence et M. Ashish Khanna a été élu Directeur Général.
2. Le secteur des énergies renouvelables devrait créer 1,7 million d'emplois en Inde d'ici 2027, dont 1,2 million resteraient vacants du fait de manque de compétences.
3. L'Etat indien a lancé un appel à manifestation d'intérêt pour la mise en place de Centres d'Excellence pour la recherche et le développement sur l'hydrogène vert.

Transports

4. Le Cabinet du Premier ministre approuve deux projets ferroviaires au Bihar et en Andhra Pradesh pour un montant de plus de 800 M USD.

Environnement

5. L'Inde réaffirme son engagement envers le Cadre d'action de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe lors de la réunion ministérielle du G20 au Brésil.

6. L'Inde présente sa stratégie et son plan d'action nationaux pour la biodiversité (NBSAP) 2024-2030 alignés sur les objectifs du cadre mondial de la biodiversité.

Numérique

7. L'Inde lance des centres d'excellence en intelligence artificielle pour soutenir l'innovation dans les domaines de la santé, de l'agriculture et des villes durables.
8. Meta s'associe à l'Etat indien pour soutenir l'écosystème de recherche en intelligence artificielle générative et la formation des jeunes aux grands modèles de langage.

Énergie

L'Inde a accueilli la septième assemblée de l'Alliance solaire internationale, au cours de laquelle l'Inde et la France ont été réélues à la Présidence et M. Ashish Khanna a été élu Directeur Général

L'Inde a accueilli début novembre la septième Assemblée annuelle de l'Alliance solaire internationale (ASI), une initiative lancée conjointement par la France et l'Inde lors de la COP 21 en 2015. L'objectif de l'ASI est de produire les règles du jeu, normes et standards de l'énergie solaire, afin d'obtenir un déploiement rapide et massif dans les pays riches en rayonnement solaire mais où les risques sont encore perçus comme élevés. L'ASI met en place des outils concrets, des mesures de renforcement des capacités et des instruments financiers innovants. Un exemple est l'harmonisation des politiques publiques, des réglementations et des tarifs entre les pays qui permet de réduire les incertitudes, de renforcer la viabilité économique des projets solaires et de rassurer les investisseurs. Lors de cette assemblée, M. Ashish Khanna, expert du développement de projets dans le secteur de l'énergie avec 26 années d'expérience dans le domaine, a été élu Directeur Général de l'ASI. Actuellement responsable du programme de la Banque mondiale pour l'Afrique de l'Ouest et centrale, M. Khanna pilote la Mission 300, un projet visant à fournir un accès à l'électricité à 300 millions de personnes en Afrique subsaharienne d'ici 2030. En Inde, il a travaillé en collaboration avec le ministère des Énergies nouvelles et renouvelables (MNRE) pour développer des réformes politiques et réglementaires en vue de renforcer l'engagement du secteur privé dans l'énergie solaire. L'Assemblée a également réélu les présidents pour la période 2024-2026, avec l'Inde élue à la présidence et la France à la co-présidence.

[En savoir plus, en savoir plus](#)

Le secteur des énergies renouvelables devrait créer 1,7 million d'emplois en Inde d'ici 2027, dont 1,2 million resteraient vacants du fait de manque de compétences

Les données de TeamLease Degree Apprenticeship, organisme indien de formation en apprentissage, révèlent que le secteur des énergies renouvelables – comprenant le solaire, l'éolien, l'hydroélectricité et le stockage d'énergie – devrait créer 1,7 million d'emplois au cours des trois prochaines années, dont 30 à 35 % seront des emplois directs. Ces emplois sont principalement créés par des entreprises du secteur privé telles que Tata Power, Adani Green Energy et Mahindra Solarize, qui ont des objectifs ambitieux en matière d'installation de capacités renouvelables, en plus des initiatives gouvernementales telle que le PM Surya Ghar Muft Bijli Yojana – visant à installer des panneaux solaires pour 10 millions de foyers et à fournir jusqu'à 300 unités d'électricité gratuite chaque mois.

Les données de TeamLease mettent en avant également qu'1,2 million des 1,7 million de postes créés pourraient rester vacants. Les entreprises sont confrontées à des difficultés de recrutement du fait d'un faible niveau de qualification de la main d'œuvre en particulier pour les premiers postes en entreprise. Cela implique que les entreprises prévoient des formations complémentaires conséquentes au moment de la prise de fonction.

[En savoir plus, en savoir plus](#)

L'Etat indien a lancé un appel à manifestation d'intérêt pour la mise en place de centres d'excellence pour la recherche et le développement sur l'hydrogène vert

Cette initiative, annoncée par le ministère des Énergies Nouvelles et Renouvelables (MNRE) le 4 novembre 2024, vise à établir des centres de recherche en Inde pour promouvoir l'innovation dans le domaine de l'hydrogène vert en développant des technologies de production, de stockage et d'utilisation de l'hydrogène vert. Les centres d'excellence joueront un rôle central en tant que points focaux pour la recherche de pointe, le développement des compétences et la diffusion des connaissances en associant les secteurs industriels, académiques et publics. Ces centres bénéficient d'un budget de 1 Mds INR (11, 8 M USD).

Cette initiative s'inscrit dans le cadre de la Mission nationale de l'hydrogène vert de l'Inde, qui porte l'objectif de produire au moins 5 millions de tonnes d'hydrogène vert par an d'ici 2030. En parallèle de cette initiative pour des centres d'excellence pilotée par le MNRE, le Department of Science and Technology (dépend du Ministère de la recherche) a lancé le programme Hydrogen Innovation Valley en mars 2023. Ce programme consiste à identifier des zones stratégiques en Inde où les acteurs privés, institutionnels et de la recherche pourront collaborer pour faciliter la création d'une chaîne de valeur complète autour de l'hydrogène vert, englobant la production, la consommation et l'exportation. Quatre hubs ont été retenus en juin 2024 (Kerala, Pune, Odisha et Rajasthan) et bénéficieront d'une aide budgétaire de l'Etat central jusqu'à 6 M USD. Enfin, des initiatives au niveau des Etats fédérés (Tamil Nadu, Kerala, Gujarat...) pour créer des hubs d'innovation sur l'hydrogène ont également été lancés.

[En savoir plus](#)

Transports

Le Cabinet du Premier ministre approuve deux projets ferroviaires au Bihar et en Andhra Pradesh pour un montant de plus de 800 M USD

Le premier projet dans l'État du Bihar concerne le doublement des voies ferrées sur la section Narkatiaganj – Raxaul - Sitamarhi - Darbhanga, et sur la section Sitamarhi - Muzaffarpur, soit une distance totale de 256 kilomètres. Ce projet, d'un coût estimé à 45 Mds INR (environ 540 M USD), contribuera à renforcer la connectivité avec le Népal et avec les Etats du nord-est de l'Inde.

Le second projet, d'un coût de 22 Mds INR (266 MUSD), porte sur la construction d'une nouvelle ligne ferroviaire de 57 kilomètres entre Errupalem et Namburu, reliant ainsi la future capitale de l'Etat de l'Andhra Pradesh Amaravati à plusieurs pôles industriels stratégiques.

Ces deux projets faciliteront le transport de marchandises, comme les produits agricoles, le charbon et le ciment, et devraient générer un trafic supplémentaire de fret estimé à 31 millions de tonnes par an. Ils s'inscrivent ainsi dans le plan *PM-Gati Shakti* pour le développement de la connectivité multimodale.

[En savoir plus, en savoir plus](#)

Environnement

L'Inde réaffirme son engagement envers le Cadre d'action de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe lors de la réunion ministérielle du G20 au Brésil

La réunion ministérielle du G20 sur la réduction des risques de catastrophe (DRR) s'est conclue par l'adoption d'une première déclaration commune sur le sujet reprenant cinq priorités clés définies lors de la présidence indienne du G20 : renforcement des systèmes d'alerte précoce, construction d'infrastructures résilientes (notamment via la *Coalition for Disaster Resilient Infrastructure* présidée par l'Inde), sécurisation du financement de la réduction des risques de catastrophe, soutien aux pratiques résilientes de la phase de « relèvement », adoption de solutions fondées sur la nature.

La délégation indienne, menée par P.K. Mishra *Principal Secretary* du Premier ministre, a réaffirmé son engagement envers le Cadre d'action de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe adopté en 2015, qui prévoit notamment un renforcement de la coopération internationale sur le sujet. L'Inde a également souligné l'importance de l'enjeu d'adaptation au changement climatique en Inde en soutenant l'intégration de pratiques traditionnelles pour lutter contre les vagues de chaleur par exemple.

[En savoir plus, en savoir plus, en savoir plus, en savoir plus, en savoir plus](#)

L'Inde publie sa stratégie et son plan d'action nationaux pour la biodiversité (NBSAP) 2024-2030 alignés sur les objectifs du cadre mondial de la biodiversité

Lors de la COP 16 de Cali sur la biodiversité, l'Inde a publié l'actualisation de sa stratégie et son plan d'action nationaux pour la biodiversité (NBSAP) pour la période 2024 – 2030, intégrant le Cadre mondial pour la biodiversité Kunming-Montréal (KMGBF) adopté lors de la COP 15.

La NBSAP comprend 23 objectifs nationaux pour la biodiversité pour atténuer les menaces pesant sur la biodiversité, encourager une gestion durable des ressources naturelles et renforcer les outils de conservation. Ce plan repose sur une approche inclusive (*Whole of government and whole of society*) qui réunit les différents acteurs gouvernementaux et ceux de la société civile (dont les communautés locales), afin de protéger des écosystèmes sensibles comme les zones humides et les écosystèmes marins. Il rappelle également les initiatives phares du pays dont l'*International Big Cat Alliance*, *Tiger project* pour la conservation des tigres, ou le programme d'afforestation de mangrove *MISHTI*.

L'Inde prévoit une forte augmentation (multiplication par 2,5) de ses dépenses annuelles moyennes imputables à la biodiversité sur la période 2024-25 à 2029-30 (par rapport à la période précédente 2017-18 à 2021-22), pour atteindre 817 Mds INR (soit 9,7 Mds USD). L'Inde souhaite développer un environnement favorable pour diversifier les sources de financement pour la biodiversité, mobiliser le secteur privé et développer les compétences de son administration sur le sujet. Parmi les solutions innovantes mobilisables, la NBSAP cite les financements privés de responsabilité sociale des entreprises, les financements participatifs, les PPP, les obligations vertes ou le paiement pour les services écosystémiques...

La COP 16 a adopté la création du *Fonds de Cali* garantissant un partage équitable des bénéfices issus du séquençage des ressources génétiques (DSI), en particulier en faveur des communautés autochtones. En revanche, les négociations n'ont abouti ni sur la définition d'une stratégie de financement, ni sur le cadre de suivi de l'accord, éléments nécessaires pour garantir l'atteinte des objectifs.

[En savoir plus](#), [en savoir plus](#), [en savoir plus](#)

Numérique

L'Inde lance des centres d'excellence d'intelligence artificielle pour soutenir l'innovation dans les domaines de la santé, de l'agriculture et des villes durables

L'Etat indien a annoncé la création de centres d'excellence en intelligence artificielle (AI-CoE) pour faire progresser la recherche et l'innovation dans trois secteurs clés : la santé, particulièrement en termes d'accès aux soins, l'agriculture, avec l'objectif d'en améliorer la productivité à l'échelle globale pour garantir la sécurité alimentaire, et les villes durables. Ils bénéficieront d'un soutien budgétaire de l'Etat central d'un peu plus de 115 M USD sur les cinq prochaines années. Le centre d'excellence en matière de soins de santé sera hébergé par l'Indian Institute of Technology (IIT) de Delhi et l'All India Institute of Medical Science (AIIMS), tandis que le centre d'excellence en matière d'agriculture sera hébergé par l'IIT de Ropar et celui centré sur les villes durables par l'IIT de Kanpur.

Ces centres ont l'ambition d'être des plateformes où les universités qui dirigent les recherches collaborent avec des startups et des industriels pour former un écosystème propice aux avancées technologiques. Un comité industriel, présidé par le fondateur et CEO de l'entreprise indienne de logiciels Zoho, M. Sridhar Vembu, sera en charge de superviser la mise en œuvre de ces centres d'excellence.

[En savoir plus, en savoir plus](#)

Meta s'associe à l'Etat indien pour soutenir l'écosystème de recherche en intelligence artificielle générative et la formation des jeunes aux grands modèles de langage

A l'occasion du déplacement du directeur scientifique de Meta, M. Yann Le Cun, en Inde, le groupe a annoncé deux partenariats avec l'Etat indien dans le domaine de l'intelligence artificielle.

D'une part, Meta s'associe au Ministère de l'Electronique et des technologies de l'Information (MeitY) dans le cadre de son IndiaAI mission pour lancer un centre d'excellence sur l'IA générative et les modèles de fondation à l'IIT (Indian Institute of Technology) de Jodhpur. L'objectif est de soutenir l'écosystème de recherche, en mettant l'accent sur les modèles en open source et en s'intéressant à des cas d'usage concrets dans le pays dans le domaine de l'éducation, de la mobilité et de la santé.

D'autre part, l'initiative YuvAi, lancée conjointement par le MeitY, Meta et l'All India Council for Technical Education (AICTE) visera à former 100 000 étudiants et jeunes développeurs indiens aux compétences en matière d'IA. Le programme offrira une formation sur l'utilisation des outils d'IA, tels que les grands modèles de langage en open source, afin de créer des solutions pratiques pour les problèmes du quotidien.

Lors de son déplacement en Inde, M. Yann LeCun a également participé à une table ronde organisée par l'Ambassade de France à New Delhi, où les échanges ont porté sur la gouvernance mondiale de l'IA et les enjeux technologiques et sociaux associés. Cette table ronde s'inscrit dans la perspective du Sommet pour l'Action sur l'IA prévu en France les 10 et 11 février 2025.

[En savoir plus, en savoir plus](#)

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de New Delhi

benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : Service Economique Régional de New Delhi

Abonnez-vous : <https://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/IN/breves-economiques-et-financieres-d-asie-du-sud>